

COMPTE RENDU DE LA SEMAINE DE L'HISTOIRE

« Dire la Révolution » (mardi 22 octobre 2013, de 10h à 12h)

La séance s'est ouverte sur une question de Daniel Rojas, docteur à l'université Paris I : dans la mesure où dire la Révolution, c'est d'abord la définir, quels évènements peuvent-ils être qualifiés de révolutionnaires ? Le même mot est en effet appliqué à des phénomènes très différents de par leur durée et leur nature : il y a eu une « Révolution néolithique » comme une « Révolution conservatrice ». En quoi les révolutions, dans une conception progressiste de l'Histoire héritée des Lumières, sont-elles avant tout des périodes de transition ?

Face à cette interrogation, les premiers éléments de réponse ont été apportés par Florian Mazel, professeur d'histoire médiévale à l'université Rennes II, à travers l'exemple de la réforme grégorienne vue comme révolution totale. *A priori*, appliquer le terme de révolution à la période médiévale semble incongru : cette époque a certes connu des bouleversements commerciaux, technologiques et politiques, mais l'historiographie traditionnelle n'emploie ce terme qu'à propos de deux phénomènes, la mutation féodale autour de l'an mil, et la réforme grégorienne. Cette dernière, en effet, ne s'est pas traduite uniquement par des changements institutionnels, mais aussi par une modification structurelle des mentalités. La révolution au Moyen Age est donc un concept historiographique appliqué sur des mutations complexes, et qui concernent un temps long : on pourrait ici parler de « révolution silencieuse ». Politiquement, la période médiévale n'a connu que des « révoltes de palais », tout changement politique, même volontaire devant s'inscrire idéologiquement dans la tradition pour être légitimé.

Mais alors, quels termes sont employés par les médiévaux eux-mêmes pour penser le changement radical ? Le terme de conversion est appliqué pour décrire ce changement au niveau individuel ; il n'est pas à prendre dans un sens exclusivement religieux. En effet, les grandes figures de convertis, tels Saint François d'Assise, s'inscrivent toujours en rupture avec le cadre temporel et -dans une certaine mesure- spirituel dans lequel ils ont vécu. Collectivement, le changement prend le visage de la réforme, qui acquiert son sens collectif à l'époque carolingienne. Là encore, l'horizon n'est pas un futur utopique, mais un passé idéalisé. Cette notion est progressivement laïcisée à partir du XIII^{ème} siècle.

Paradoxalement, les « révoltes médiévales » sont donc toujours engagées par des élites ; elles sont toujours longues, de l'ordre de plusieurs décennies, et enfin elles figurent moins, dans l'historiographie, la brutalité et la rapidité du phénomène que son ampleur et sa complexité.

Par la suite, Claude Markovits, directeur de recherche au CNRS, a évoqué le cas de la révolte des Cipayes en Inde, au XIX^{ème} siècle, dont l'appellation, ainsi que l'interprétation, font toujours débat à notre époque. En 1857, les Cipayes du Bengale, soldats indigènes recrutés par l'armée anglaise, se révoltent contre leurs officiers accusés de divers abus : ils réussissent à s'emparer de Delhi et à restaurer la dynastie moghole, mais échouent à soulever toutes les provinces indiennes, et doivent capituler devant l'afflux des renforts britanniques en juin 1858.

Ces évènements ont alors un retentissement très fort auprès de l'opinion publique, qui en a des perceptions différentes : elle est au départ considérée comme une simple

mutinerie, mais Disraeli, dans un célèbre discours aux Communes de juillet 1857, réévalue la portée de l'événement, y voyant une véritable révolte nationale. Quant à l'historiographie indienne, elle continue de nos jours à appeler ces événements « première guerre d'Indépendance ». La révolte des Cipayes présente aussi beaucoup des caractéristiques d'une « révolution manquée », même si ce dernier terme ne s'est pas imposé.

Karl Marx, correspondant à Londres du journal américain *The Daily Tribune*, n'a vu dans ces événements aucune véritable poussée révolutionnaire, mais un simple feu de paille : pour des révolutionnaires européens, il est difficile d'analyser la situation d'un pays qu'ils connaissent mal. La révolte des Cipayes, à cause de la part des brahmanes dans le soulèvement, a aussi été considérée comme une insurrection réactionnaire par le premier historien britannique de la révolte, sir John Kaye. *A contrario*, en 1907 l'historien indien nationaliste Savarkar fait de cet événement une véritable guerre nationale déclenchée pour des motifs essentiellement religieux, qui rassemblerait toutes les classes sociales. S'il est vrai que le rôle de la paysannerie dans la révolte a été plus important qu'on ne l'a cru, une incertitude fondamentale demeure sur la dénomination précise, par-delà les historiographies nationales, de l'événement que la tradition française a retenu sous le nom de révolte des Cipayes.

Claude Mazauric, professeur émérite d'histoire moderne à l'université de Rouen, a quant à lui retracé la sémantique du mot « révolution » : avant 1789, le mot de révolution désigne le mouvement elliptique de retour des astres ; mais le terme a déjà acquis son sens métaphorique pour les événements politiques, avec une inflexion dans le sens de « nouveauté radicale » au tournant du XVIII^{ème} siècle : Fontenelle ou Rousseau, par exemple, l'emploient dans ce sens-là. Le mot s'applique alors autant aux découvertes scientifiques qu'à la guerre d'indépendance américaine.

Cependant, les acceptations antérieures du terme n'ont pas disparu avec 1789. De plus, il est concurrencé par bien d'autres mots du vocabulaire révolutionnaire, « République » ou « Nation », pour ne citer que ceux-là. Parallèlement aux événements mêmes, les perceptions de la Révolution, donc le sens même qu'on lui donne, sont amenées à évoluer. Puis les penseurs du XIX^{ème} siècle, à la suite de ses acteurs comme Napoléon, ne pourront que reconnaître l'ampleur du bouleversement. A partir de là, trois courants historiographiques se dessinent jusqu'à nos jours : le contre-révolutionnaire, le libéral et le jacobin.

De nos jours, l'emploi du mot « révolution » dans son acception contemporaine s'est répandu partout dans le monde : 1789 représente à cet égard un archétype de la révolution à peu près universellement admis, même si le terme s'est considérablement élargi à toutes sortes d'innovations dans de nombreux domaines.

Dans les questions suivant ces interventions, le public a notamment demandé ce qui différencie la révolution de la simple réforme au Moyen Age ; Florian Mazel a répondu qu'en effet, ce qui est perçu de nos jours par l'historien comme une révolution se traduit alors par des termes évoquant davantage la réforme ; idéologiquement, il n'y a en outre aucun sens de parler de contre-Révolution au Moyen Age. Dans le cas de la réforme grégorienne, ce qui permet à l'historien de l'appeler révolution est la conscience du changement opéré dans les mentalités de l'époque.

Claude Markovits a précisé que toute guerre d'indépendance nationale n'était pas une révolte politique.

Cette séance a donc permis de dégager la multiplicité des sens du mot « révolution » : par-delà l'archétype de la Révolution française comme bouleversement socio-politique radicalement novateur, l'historien est aussi amené à appliquer ce terme à d'autres phénomènes qui concernent un temps plus long, comme c'est le cas pour la réforme grégorienne, et à en proposer des interprétations qui sortent du seul enjeu mémoriel – ainsi pour la révolte des Cipayes-. En un sens, dire la Révolution, c'est déjà prendre position par rapport à elle.

Jean-Benoît Poulle